http://www.ujfp.org/spip.php?article7027

États-Unis. Fronde au parti démocrate contre l'influence israélienne

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mars 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Sylvain Cypel. Publié le 12 mars 2019 sur le site d'Orient XXI.

La lutte interne au sein du parti démocrate s'est intensifiée, marquée par la montée d'une nouvelle génération refusant de confondre la critique d'Israël et l'antisémitisme. Et de nombreuses voix dénoncent désormais l'influence de l'Aipac et du lobby pro-israélien sur la politique des États-Unis.

5 mars 2018. â€" Le vice-président Mike Pence au congrès de l'Aipac
Myles Cullen/The White House

Rashida Tlaib fait partie de ce que l'on appelle aux États-Unis « l'escouade des 4 ». Quatre nouvelles élues, classées « progressistes », entrées à la Chambre des représentants à l'occasion de la vague démocrate qui a vu ce parti engranger son plus grand succès électoral depuis 1974 et reprendre aux républicains la majorité dont ils disposaient depuis 2010. Ces quatre femmes sont toutes jeunes, beaucoup plus à gauche que ne l'est l'appareil du parti, et issues des « minorités » : Rashida Tlaib est palestinienne (née à Detroit, au Michigan, un État qui regroupe la principale population d'origine syro-libano-palestinienne aux États-Unis) ; Ilhan Omar est une réfugiée somalienne ; Ayanna Pressley est une Afro-Américaine et Alexandria Ocasio-Cortez est portoricaine. Toutes partagent enfin un point commun peu fréquent dans le parti démocrate : elles défendent ardemment la cause palestinienne. Avant même d'être élue dans l'État de New York, Ocasio-Cortez avait publiquement condamné « l'occupation israélienne », des termes peu usuels aux États-Unis. D'autres l'ont rejoint, comme la nouvelle élue démocrate de Virginie, Leslie Cockburn.

Oppression des noirs, oppression des Palestiniens

Aux États-Unis, le lobby pro-israélien, l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac) a pour tradition, dès qu'un Congrès est désigné (ce qui advient tous les deux ans), d'offrir à ses nouveaux membres de participer, tous frais payés, à un voyage en Israël que le lobby organise périodiquement pour les élus américains. Des séjours

Copyright © UJFP

confortables durant lesquels l'Aipac leur propose des rencontres de haut niveau. Il est exceptionnel qu'un élu refuse ce cadeau. Rashida Tlaib, elle, n'a pas attendu l'offre : peu après son élection, elle a annoncé qu'elle ne participerait pas au voyage planifié par le lobby. En revanche, elle entendait organiser son propre déplacement en Israël. Comparant l'oppression des Palestiniens à celui des noirs américains sous la ségrégation raciale, elle a dit vouloir *« voir comment fonctionne cette ségrégation, et comment elle constitue un obstacle à l'établissement de la paix dans cette région. Ma délégation se focalisera sur la détention des mineurs palestiniens, l'éducation, l'accès des gens à l'eau potable et la pauvreté ».* Son but : *« Offrir une perspective alternative à celle que promeut l'Aipac. »* Il est vrai que sous l'égide du lobby, les élus américains ne voient jamais rien de la réalité de la vie des Palestiniens durant leur séjour organisé.

De son côté, Ilhan Omar s'est vue confrontée à une polémique visant à la faire passer pour antisémite, l'arme favorite devenue un quasi-réflexe dans les milieux défendant Israël en toutes circonstances face aux dénonciations de sa politique de ségrégation des Palestiniens. Le motif ? Répondant à une question sur le soutien inconditionnel du Congrès américain à Israël, elle affirme que tout cela est dû aux *« petits Benjamin »*. La référence à Benjamin Franklin, dessiné sur chaque billet de cent dollars, est transparente. À qui pense-t-elle ? lui demande une journaliste. À l'Aipac, répond-elle. Tollé général, jusque dans les rangs de la direction démocrate. Ilhan Omar aurait usé d'un cliché antisémite : la référence à l'« argent juif ». Immédiatement, le leader de la minorité républicaine à la Chambre Kevin McCarthy exige des sanctions contre l'élue coupable de propos jugés intolérables, pires, selon lui, que ceux du représentant républicain Steve King (un suprémaciste blanc au racisme avéré). La patronne de la majorité démocrate Nancy Pelosi dénonce avec virulence les termes d'Ilhan Omar. La pression sera telle que celle-ci finira par s'excuser publiquement.

« Le lubrifiant de l'Aipac, c'est le dollar »

Mais l'affaire sera loin de constituer un succès pour l'Aipac, bien au contraire. À la base du parti démocrate, des voix s'élèvent de plus en plus fortement. Qu'a donc dit Ilhan Omar de si scandaleux ? Que l'Aipac, comme tous les lobbys (celui des armes à feu, de l'industrie pharmaceutique ou des producteurs de soja) achète des élus en finançant leurs campagnes électorales ? Mais tout cela est de notoriété publique [1]. Bientôt, deux anciens lobbyistes de l'Aipac, Ady Barkan et M. J. Rosenberg accourent au secours de la jeune élue pour fustiger l'accusation d'antisémitisme proférée à son égard. *« Le roi est nu*, écrit le premier. *En tant que citoyen israélien et lobbyiste professionnel, je parle d'expérience quand je dis que l'Aipac est terriblement efficace et que le lubrifiant qui rend ses opérations si spectaculaires se nomme le dollar »* [2].

Rosenberg, lui, a oeuvré à un haut niveau pour le groupe de pression pro-israélien durant quinze ans. Il décrit par le menu les mille et une façons à peine masquées dont, comme tous les groupes de pression,l'Aipac dispose pour contourner la loi qui lui interdit formellement de financer directement les campagnes électorales des élus dont il achète les votes. Dans The Nation, l'hebdomadaire historique de la gauche américaine, il conclut : *« Le fond de l'affaire est que, malgré les attaques contre Omar au Congrès et les dénégations hystériques de l'Aipac quant à l'achat du soutien à Israël avec ses "Benjamin", les temps changent [3]*. » Et ils changent particulièrement au sein du parti démocrate, où le soutien à Benyamin Nétanyahou et à sa politique est de plus en plus difficile à assumer, et où la jeune base se rebiffe, ce qu'incarne « l'escouade des 4 » jeunes élues.

Ce changement consiste en l'éloignement accéléré d'une proportion croissante de la base démocrate vis-à-vis de la ligne politique défendue par Israël, et en particulier de la partie la plus jeune de sa fraction juive, historiquement importante. Il s'agit là d'un phénomène marquant de la scène politique américaine. Plus Nétanyahou manifeste sa proximité avec Donald Trump, et plus les jeunes juifs américains, traditionnellement démocrates comme leurs parents, prennent leurs distances avec Israël. L'évolution d'un David Rothkopf, ex-directeur de la revue Foreign Policy, est sur ce point très parlante. Longtemps supporteur d'Israël, il publiait il y a un an, après le vote à la Knesset

Copyright © UJFP

de lois interdisant l'entrée du pays aux critiques de la politique coloniale israélienne, un article qu'il titrait : *« Israël devient une voyoucratie illibérale et je ne parviens plus à le défendre » [4]*. « La rhétorique de la droite dure israélienne, qui se repaît de manière écoeurante des souffrances qu'Israël inflige aux Palestiniens, de la mort d'une jeune fille de 16 ans et d'un paraplégique tués par les soldats israéliens, suggère qu'il faut désormais s'attendre au pire », écrivait-il. Et il concluait : *« La politique que mène Israël a rendu beaucoup plus claire l'affaire que les Palestiniens proclament depuis des décennies quant au simulacre de démocratie israélienne. »* Cela s'appelle un basculement. Rothkopf est un représentant typique des intellectuels juifs démocrates, de tout temps favorables à Israël et qui, comme lui, « n'y arrivent plus ». L'affaire Ilhan Omar, écrit-il, *« a semé la panique à l'Aipac »* [5] ». La tentative d'assimiler toute critique d'Israël à de l'antisémitisme à échoué, et c'est heureux, ajoute-t-il. *« Nous devons combattre l'antisémitisme, mais nous devons aussi combattre tous ceux qui n'ont aucun respect pour les pratiques démocratiques ».*

Des candidats à la présidentielle refusent de condamner BDS

L'impact de ce changement s'est manifesté de manière spectaculaire début février, lors du vote au Sénat sur la loi soutenue avec de très gros moyens par l'Aipac et visant à permettre aux États américains de pénaliser le soutien au boycott d'Israël, appelée par contraction la « loi contre BDS »(Boycott-désinvestissement-sanctions, mouvement international contre la politique coloniale israélienne). En réalité, il s'agit d'un article ajouté à une loi plus générale « pour le renforcement de la sécurité américaine au Proche-Orient ». Certes, elle a obtenu une claire majorité puisqu'elle a été approuvée par 77 sénateurs contre 23 (22 démocrates et un républicain), mais cette majorité s'est avérée bien moins importante que d'habitude, le soutien à Israël faisant quasiment toujours l'unanimité. Et surtout, sur les 7 sénateurs démocrates candidats déclarés à la primaire de leur parti pour désigner le candidat à l'élection présidentielle de 2020, 6 â€" Bernie Sanders, Elizabeth Warren, Kirsten Gillibrand, Cory Booker, Sherod Brown et Kamala Harris â€" ont voté contre la pénalisation de BDS.

L'affaire est d'importance, dès lors que le gouvernement israélien et l'Aipac ont fait de la pénalisation de BDS un enjeu de politique internationale. Un ministère, dit « des affaires stratégiques », créé par Nétanyahou, n'a quasiment pas d'autre activité que de traquer les critiques d'Israël et les partisans du boycott, en particulier sur les campus américains. Or, c'est parmi les jeunes démocrates que l'on trouve le gros des adversaires à la pénalisation de BDS, un mouvement qui, aux États-Unis, est composé pour moitié de jeunes Arabes ou de musulmans, et pour l'autre moitié... de jeunes juifs. Rien là de très surprenant : qui d'autre se sentirait concerné au premier chef par la question israélo-palestinienne ? Cela, les candidats à l'investiture démocrate en sont conscients.

Alors que l'appareil du parti poursuit une ligne ancienne de soutien quasi inconditionnel à l'État d'Israël, ces candidats, eux, ont tous justifié leur rejet de la loi anti-BDS par le respect du premier amendement de la Constitution, qui défend la liberté de parole et d'opinion. Mais leur vrai motif est qu'ils risqueraient de se couper de leur base militante en se rangeant derrière le soutien à la pénalisation de BDS. Déjà, en 2016, Hillary Clinton a commis l'erreur â€" fatale pour elle â€" de négliger le poids de la jeunesse démocrate, qui vire de plus en plus à gauche. Les candidats pour affronter Trump dans un an et demi entendent ne pas répéter cette erreur.

Des groupes comme J Street, If Not Now, Jewish Voice for Peace, mais aussi l'US Campaign for Palestinian Rights, s'opposent radicalement à la pénalisation de BDS ou de ses idées. L'American Civil Liberties Union (ACLU), association américaine historique de défense des libertés civiques également. Résultat : le cas de Kirsten Gillibrand, la sénatrice de New York, l'État où réside le plus grand nombre de juifs au monde après Israël, résume toute l'évolution récente. Il y a deux ans, elle s'était prononcée sans ambiguïté en faveur de la pénalisation de BDS. Mais aujourd'hui, elle a voté contre au Sénat. Candidate à l'investiture démocrate en 2020, elle sait que, face à Trump, personne ne l'emportera en se coupant de cette base militante très présente dans de nombreuses associations de la

Copyright © UJFP

société civile et qui penche de plus en plus à gauche, en priorité sur les sujets économiques et sociaux, mais aussi sur les enjeux internationaux.

Ceux qui représentent l'avenir

Évidemment, cette base est encore très loin de l'emporter au sein du parti démocrate. Ses deux principaux dirigeants au Congrès, Nancy Pelosi, élue de Californie et patronne des démocrates à la Chambre, et Chuck Schumer (élu de New York, chef de la minorité démocrate au Sénat), lui sont très hostiles, comme l'est le gros de l'appareil du parti. Tous craignent que le virage à gauche de plus en plus avéré de cette base â€" une tendance exacerbée par la présence de Trump au pouvoir â€" ne leur fasse à nouveau perdre l'élection présidentielle. Ils sont conscients de l'incapacité des démocrates à l'emporter sans son soutien, mais ils entendent lui faire le moins possible de concessions, pour ne pas effrayer l'électorat démocrate moins radical, et surtout l'électorat indécis. De leur point de vue, la critique de la politique israélienne n'est pas un atout.

Dans l'état actuel, il n'y a quasiment aucune chance de voir la gauche démocrate s'imposer au parti. Mais ses progrès sont patents et constants, et leurs conséquences sur le regard porté au sein du parti sur le conflit israélo-palestinien indéniables. Cette gauche trouve un terrain très favorable dans le fait que Nétanyahou et Trump apparaissent indissociablement liés, alors que les démocrates honnissent le président américain, les juifs démocrates figurant parmi les plus vindicatifs. Peter Beinhart, l'un des jeunes intellectuels médiatiques juifs américains montants, fait ce constat : les deux dirigeants principaux du parti démocrate, Pelosi et Schumer, ont respectivement 78 et 68 ans, les deux plus gros donateurs juifs à Israël, le milliardaire démocrate Haïm Saban et le milliardaire républicain Sheldon Adelson ont 74 et 85 ans, les deux démocrates qui ont dirigé les commissions parlementaires les plus importantes pour Israël, Nita Lowey (attribution des aides extérieures) et Eliot Engel (affaires étrangères) ont 81 et 71 ans. La « bande des 4 », elle, a entre 29 et 43 ans. Et Beinart d'interroger ses lecteurs : *« Lequel des deux groupes a plus de chances de déterminer l'avenir ? [6]*. »

Cet avenir reste lointain. Mais une chose est sure. En 2006, lorsque John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt publièrent *The Israel Lobby and US Foreign Policy* [7], le tollé fut général et les accusations d'antisémitisme fusèrent de toutes parts aux États-Unis, attisés par l'Aipac. Aujourd'hui, les deux hommes sont des universitaires respectés, et les idées que ce livre avançait â€" tant la critique de la politique israélienne à l'égard des Palestiniens que la nocivité de ce groupe de pression pour la politique étrangère américaine â€" sont beaucoup plus communément débattues et même acceptées.

Historiquement, ce que l'on sait peu, c'est le parti démocrate qui a porté en étendard le soutien indéfectible à Israël. Les républicains ne sont devenus le « parti pro-Israël » que depuis les années 1980. Désormais, c'est de la gauche démocrate que surgissent les voix les plus critiques envers Israël et sa politique coloniale. En janvier 2018, une étude du Centre Pew, le plus important institut américain d'études socio-démographiques, montrait la dimension de la bascule en faveur des Palestiniens parmi les démocrates. Interrogés pour savoir vers qui se portait leur faveur, les plus de 65 ans privilégiaient toujours les Israéliens par 12 points d'écart. Mais parmi ceux âgés de 34 ans et moins, les Palestiniens sortaient vainqueurs avec 11 points d'avance. Visiblement, l'évolution en cours de l'opinion démocrate dans son rapport à Israël est liée à la poussée de la gauche en son sein, mais elle ne se résume pas à ce seul phénomène.

La direction du parti, cependant, a décidé de redoubler d'efforts pour marginaliser la montée en puissance du sentiment anti-israélien. La première attaque contre Ilhan Omar ayant fini en feu de paille, une nouvelle offensive est advenue, le 4 mars, visant à nouveau à disqualifier la députée musulmane comme « antisémite ». Dans une vidéo de 20 minutes évoquant la question des droits humains dans les Territoires palestiniens occupés, Ilhan Omar a évoqué *« l'influence politique dans ce pays [les États-Unis] qui dit qu'il est normal que des gens poussent à prêter allégeance*

à un pays étranger. Pourquoi serait-il normal que je puisse parler de l'influence de la NRA [le lobby des ventes d'armes], des industries de l'énergie fossile ou de la grande pharmacie, et que je ne puisse pas le faire d'un lobby puissant qui influence la politique des États-Unis ». Elle visait une fois de plus l'Aipac.

Cette fois, la contre-offensive est venue de Donald Trump lui-même. Ignorant tout le reste du discours sur l'occupation des Palestiniens, le président américain a fustigé les *« terribles commentaires sur Israël »* de la représentante démocrate, ajoutant qu'il n'y avait *« pas de place au Congrès pour l'antisémitisme »*. Et il a rejoint le choeur des élus démocrates qui ont lancé une pétition pour exclure Omar de la Commission des affaires étrangères, dont elle est membre. La présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi, a effectivement accusé Omar de reprendre à son compte une très ancienne accusation antisémite selon laquelle les juifs font preuve de *« double allégeance »*, celle envers leur propre groupe étant supérieure à celle envers le pays dont ils sont citoyens. *« Les accusations de double allégeance ont généralement une histoire insidieuse nourrie de fanatisme »*, a rappelé Pelosi.

Mais la jeune députée ne s'est pas laissé impressionner. *« Chaque jour on me dit que je serais anti-américaine parce que je ne suis pas pro-Israël. S'opposer à Nétanyahou et à l'occupation n'est pas la même chose qu'être antisémite. Je suis reconnaissante aux nombreux alliés juifs qui se sont exprimés pour dire la même chose »*, a-t-elle rétorqué. Et elle l'a, une fois encore, emporté. Elle a d'abord reçu le soutien de plusieurs candidats à la nomination démocrate pour la prochaine élection présidentielle. Elizabeth Warren a été la plus virulente, affirmant : *« Qualifier automatiquement la critique d'Israël d'antisémite a un effet désastreux sur le discours public et rend plus difficile une solution pacifique entre Israéliens et Palestiniens »*. Mais surtout, une alliance entre la gauche du parti, le Black Caucus qui réunit les élus noirs et une partie importante des jeunes nouveaux représentants démocrates a empêché l'adoption de la loi proposée par Pelosi.

Comme le sont souvent les mauvais compromis, la nouvelle loi finalement votée par les démocrates n'est qu'une liste de voeux pieux, dénonçant sans distinction tous les racismes : antisémite, anti-Noirs, islamophobe, etc. Mais l'essentiel est ailleurs : elle évacue totalement l'assimilation de la « double allégeance » au seul antisémitisme dans l'histoire américaine et écarte toute sanction contre Ilhan Omar. Elle rappelle également que dans la dernière période, les actes antisémites ont augmenté aux États-Unis de 37 %, et les actes antimusulmans de 99 %. Enfin, elle vise beaucoup plus l'extrême droite que les musulmans comme principal vecteur d'antisémitisme aux États-Unis. Elle rappelle ainsi, ironiquement, que *« prendre les juifs pour boucs émissaires »* a longtemps été de mise dans l'histoire américaine de la part *« de groupes comme le Ku Klux Klan, les néonazis ou l'America First Committe »*. Une référence à peine masquée à Donald Trump. Le Comité pour l'Amérique d'abord, brandissant le slogan qui allait devenir l'emblème de la politique trumpienne, était un mouvement d'extrême droite protectionniste et antisémite qui connut une brève existence au début des années 1940.

La bataille internationale orchestrée par Benyamin Nétanyahou pour faire de toute critique du sionisme et de la politique israélienne une manifestation d'antisémitisme enfle aujourd'hui aux États-Unis. Et elle se heurte à des résistances beaucoup plus fortes que ne l'avaient prévu ses promoteurs.

Sylvain Cypel

---

[1] On pourra voir notamment la seconde partie du documentaire interdit intitulé Le Lobby qu'Orient XXI a diffusé en novembreé 2018.

[2] Ady Barkan, « What Ilhan Omar Said About Aipac was right », Haaretz, 12 février 2019.

[3] M. J. Rosenberg, « This is How Aipac Really Works », The Nation, 14 février 2019.

Copyright © UJFP

[4] David Rothkopf, « Israel Is Becoming an Illiberal Thugocracy, and I'm Running Out of Ways to Defend It », Haaretz, 8 janvier 2018. »

[5] « Ilhan Omar Has Sparked Panic in Aipac », Haaretz, 13 février 2019.

[6] Peter Beinart, « Rachida Tlaib and Her 'Squad' of Israel Critics Own the Future » The Forward, 5 décembre 2018.

[7] Paru en français en 2009 sous le titre Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine (La Découverte).

Copyright © UJFP